

# Perspectives économiques du Québec et situation financière du gouvernement

Présentation de M. Michel Audet  
Ministre des Finances  
27 septembre 2005

Québec 

# Table des matières

---

1. Évolution des perspectives économiques
2. Un cadre financier extrêmement serré
3. Des finances publiques fragiles

# 1. Évolution des perspectives économiques

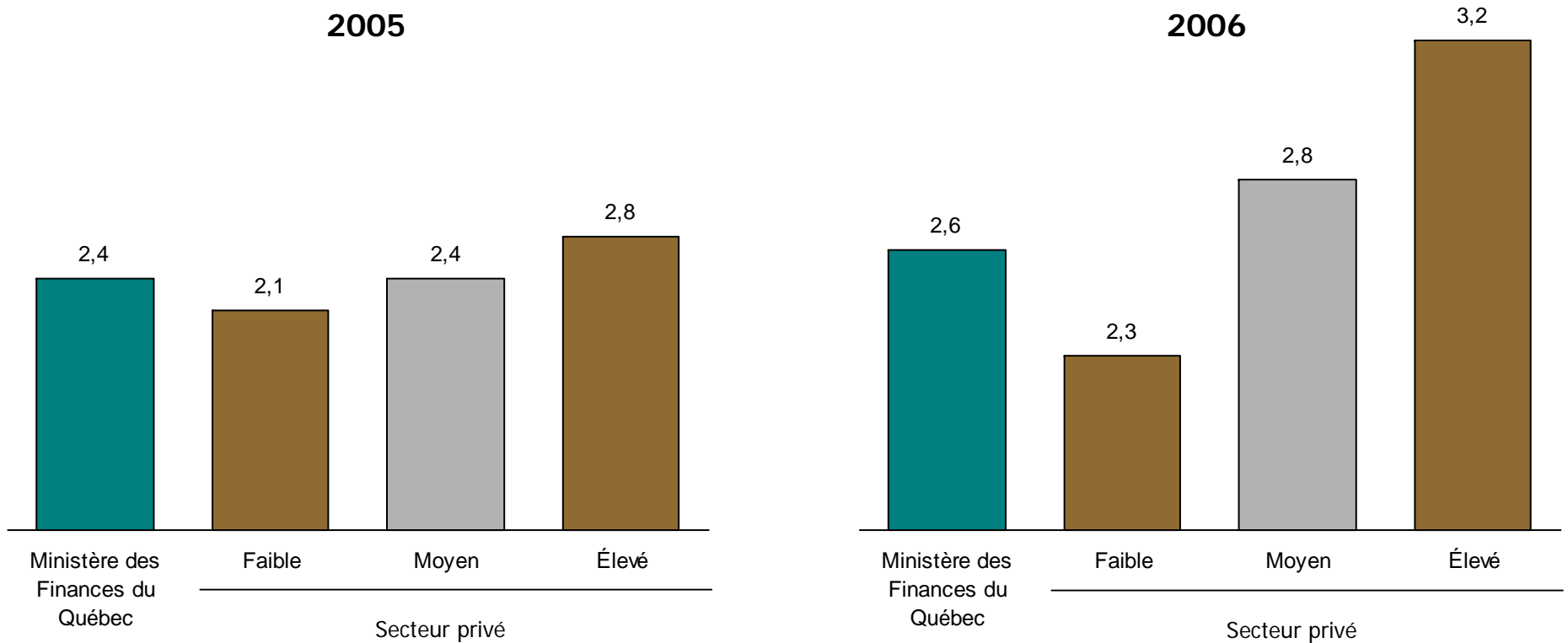
# Rappel : prévisions économiques du Budget 2005-2006

---

- Une croissance réelle prévue de l'économie québécoise de :
  - 2,4 % en 2005 (2 % en Ontario)
  - 2,6 % en 2006
  
- Cette prévision s'appuyait sur la poursuite de la croissance économique à un rythme comparable à celui des 20 dernière années (2,4 %).

# Rappel : des prévisions économiques similaires à celles du secteur privé

(PIB réel, variation en pourcentage)



# Les développements récents confirment la prévision du Budget

---

## ➤ Aspects positifs :

- La consommation des ménages est plus vigoureuse qu'anticipé.
- Les mises en chantier demeurent élevées.

## ➤ Aspects négatifs :

- L'investissement progresse moins rapidement que prévu.
- La croissance des exportations est légèrement plus faible tandis que les importations sont plus élevées.

## ➤ En bref: peu de changements mais l'on fait face à des risques importants

# Premier risque important : Le renchérissement de l'énergie

Hypothèse pour 2005 : 48 \$ US par baril

➤ Niveau actuel : près de 65 \$ US

**Pourrait entraîner :**

- Une réduction du pouvoir d'achat des ménages et des bénéfices des entreprises.
- Des conséquences négatives sur les équilibres financiers :
  - Baisse des rentrées fiscales nettes et augmentation des dépenses énergétiques du gouvernement.
- Rappel : 250 M\$ afin d'atténuer les effets de la hausse du prix des carburants.

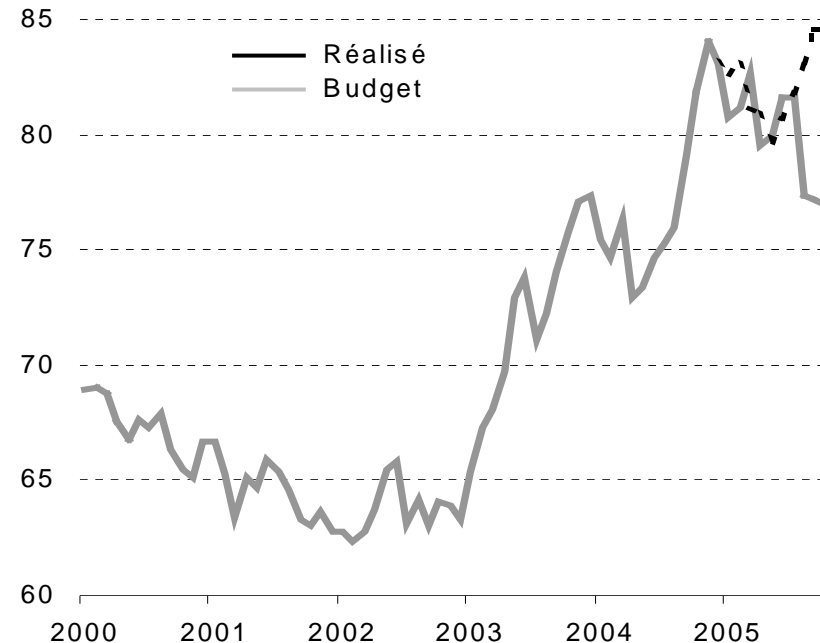
**FORTE REMONTÉE DES PRIX DU PÉTROLE**  
(WTI, en dollars américains)



# Un second risque : La vigueur du dollar

(en dollars US)

- Le dollar se situe à un niveau plus élevé qu'anticipé à cause des prix de l'énergie.
- Le budget reposait sur un dollar à 81 ¢ US en moyenne en 2005.
- Conséquences négatives sur les équilibres financiers :
  - Baisse des rentrées fiscales qui n'est que faiblement compensée par des économies au service de la dette.





## En somme, la probabilité de réviser à la baisse le scénario économique est forte

---

- Sur la base des indicateurs disponibles, une évolution conforme à celle prévue.
  - Les dépenses des ménages sont plus fortes.
  - Cependant, la croissance des exportations est moins robuste.
- En raison des cours élevés du dollar et du pétrole, forte probabilité de révision à la baisse des perspectives économiques.
- Néanmoins, malgré ces risques, les prévisions de revenus autonomes ne sont pas révisées en raison, notamment, de l'absence de données fiables.

## **2. Un cadre financier extrêmement serré**

# Rappel du cadre financier du Budget 2005-2006

(en millions de dollars)

	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Revenus autonomes	44 161	45 528	46 603
Transferts fédéraux	9 228	9 607	9 856
<b>Total des revenus</b>	<b>53 389</b>	<b>55 135</b>	<b>56 459</b>
Dépenses de programmes	- 46 742	- 48 407	- 50 149
Service de la dette	- 6 868	- 6 995	- 7 309
<b>Total des dépenses</b>	<b>- 53 610</b>	<b>- 55 402</b>	<b>- 57 458</b>
<b>Résultats nets des organismes consolidés</b>	<b>221</b>	<b>267</b>	<b>226</b>
<b>Solde budgétaire consolidé</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>- 773</b>

# La croissance des revenus budgétaires

Évolution des revenus budgétaires depuis 2000-2001

	2000-01 à 2005-06	Année 2005-2006		Année 2006-2007	
	Croissance (en %)	Niveau en M\$	Croissance (en %)	Niveau en M\$	Croissance (en %)
Revenus autonomes	2,5	45 528	3,1	46 603	2,4
Transferts fédéraux	4,0	9 607	4,1	9 856	2,6
<b>Total</b>	<b>2,7</b>	<b>55 135</b>	<b>3,3</b>	<b>56 459</b>	<b>2,4</b>

# Rappel des offres gouvernementales : un redressement salarial de 12,6 % sur six ans

---

- Indexation salariale :
  - 0 % en 2004-2005 et 2005-2006;
  - 2 % par année à compter de 2006-2007.
- Équité salariale : doit être financée à même l'augmentation de 12,6 % sur six ans (soit 2% par année).
- Globalement, 3,2 MM\$ de plus en 2009-2010 pour le renouvellement des conventions collectives et l'équité salariale...
- ... sans compter la progression annuelle dans les échelles salariales, environ 3% de plus sur six ans.

# Les offres gouvernementales utiliseront une large part de l'augmentation des dépenses en 2006-2007

(en millions de dollars)

Dépenses de programmes prévues pour 2006-2007	50 149
Dépenses de programmes prévues pour 2005-2006	48 407
Objectif d'augmentation des dépenses fixé à 3,6 % pour 2006-2007	1 742
Utilisation de la hausse des dépenses :	
Offres gouvernementales pour les conventions collectives et l'équité salariale	- 1 361 (78 %)
Autres dépenses de l'État	- 381 (22 %)

**De plus, il faut résorber un manque à gagner de 773 M\$ pour 2006-2007 tel qu'annoncé lors du *Discours sur le budget*.**

# 3. Des finances publiques fragiles

# La fragilité de nos finances publiques ne permet pas de relever la cible de dépenses

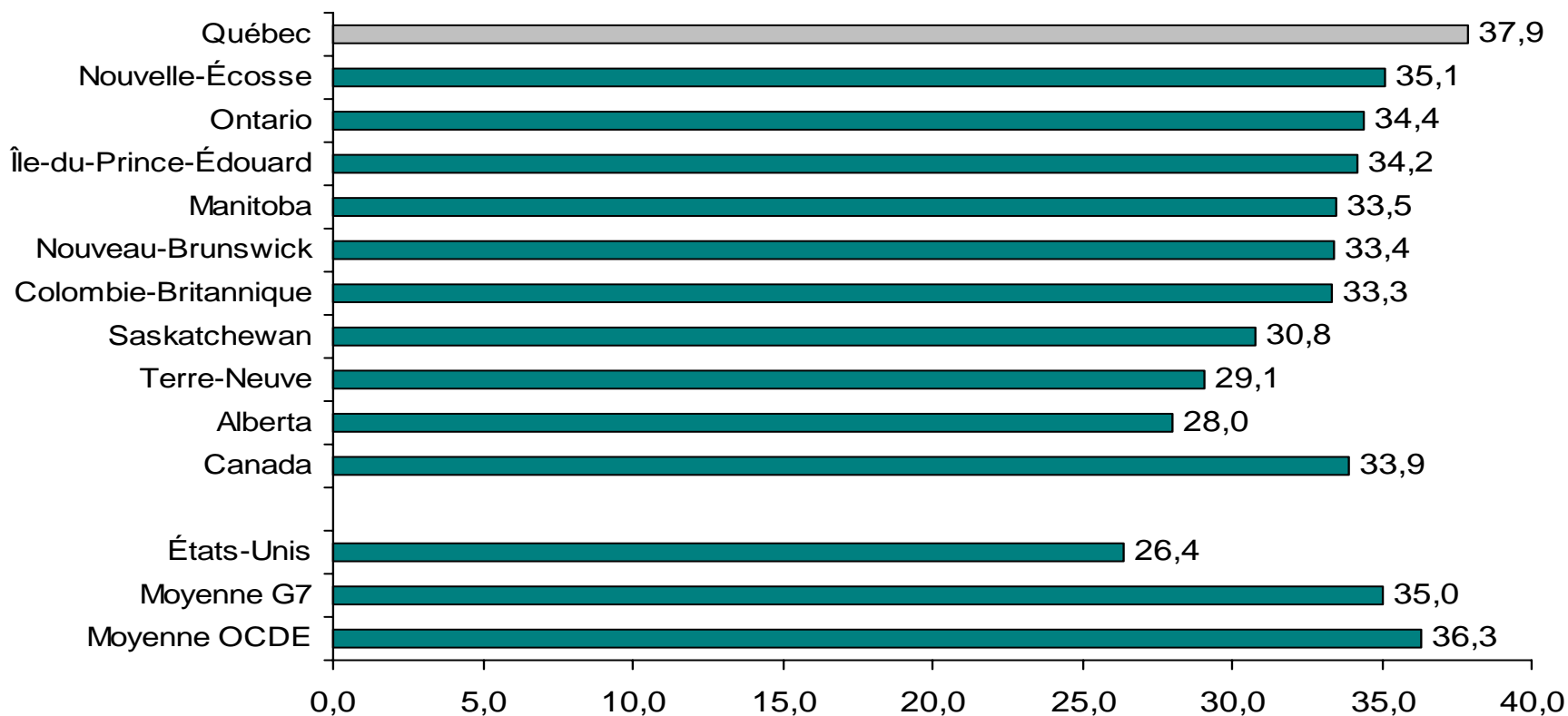
---

- Un fardeau fiscal déjà trop lourd.
- La voie du déficit est à éviter.
- La dette est déjà trop élevée.



# Augmenter le fardeau fiscal nuirait à la croissance économique

## Recettes fiscales de l'ensemble des administrations publiques<sup>(1)</sup> - 2002 (en pourcentage du PIB)



(1) Inclut les recettes de l'administration fédérale et des administrations provinciales et locales.

# Des gains possibles aux transferts fédéraux ?

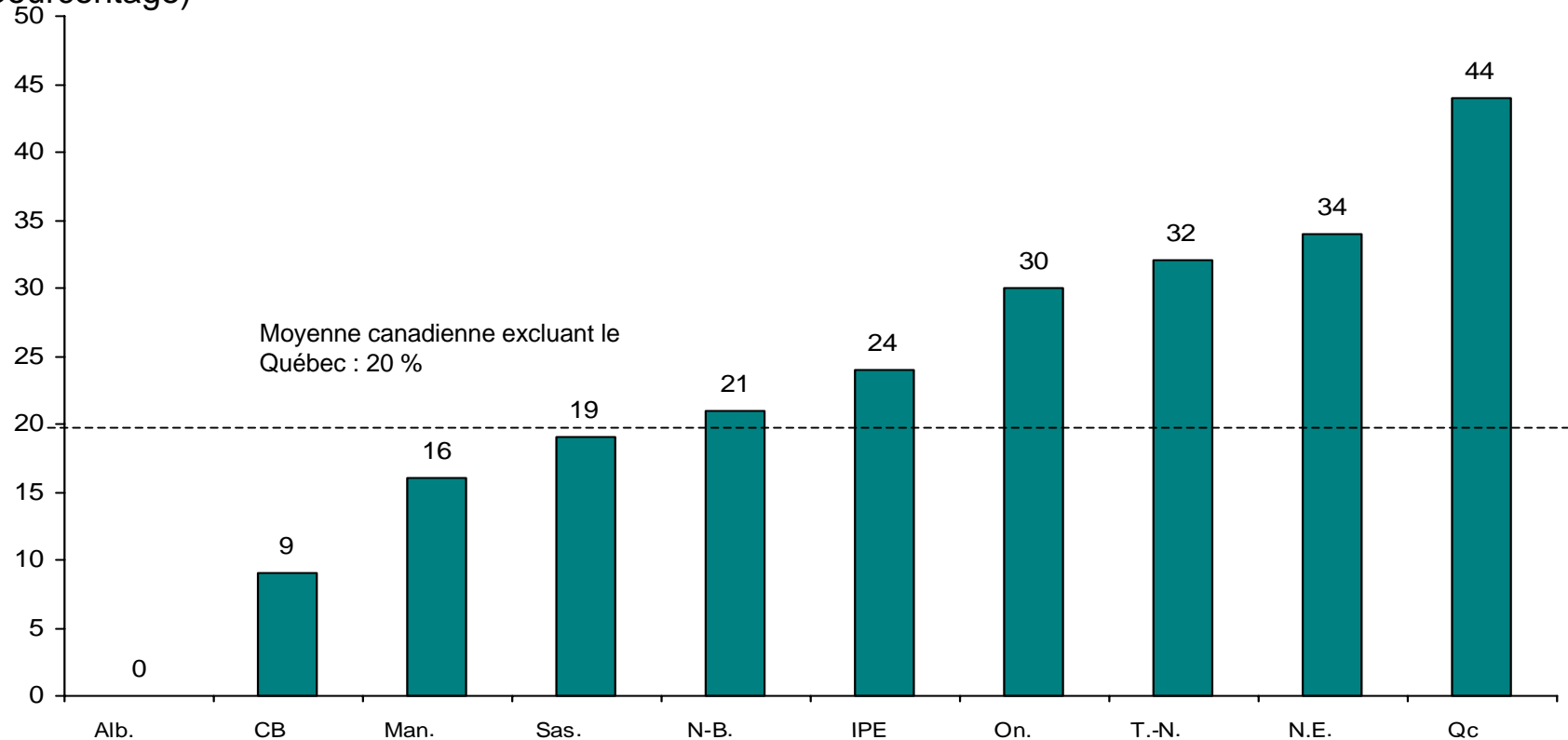
---

- Santé : gains déjà fixés par l'entente de l'automne 2004 - inscrits au budget
- Péréquation : incertitude à compter de 2006 en raison des recommandations à venir du comité d'experts mis en place par le fédéral.
- Éducation postsecondaire et aide sociale : gains possibles mais pas nécessairement à court terme.
  - Malgré les efforts déployés, il serait imprudent d'escompter immédiatement des transferts additionnels.

# Le niveau d'endettement est déjà le plus élevé au Canada

## Dette totale sur le PIB, 2004-2005

(en pourcentage)



\* Dette totale 2003-2004.

# Cotes de crédit attribuées par la firme Moody's - 2005



# Une baisse de la cote de crédit du Québec serait très néfaste

---

- Cela entraînerait :
  - ↳ une hausse importante du coût d'emprunt du gouvernement;
  - ↳ une accessibilité réduite sur les marchés obligataires.
  
- Il serait beaucoup plus difficile d'emprunter les 10 MM\$ à 12 MM\$ nécessaires à chaque année pour financer :
  - ↳ les dépenses d'immobilisations;
  - ↳ la dette qui vient à échéance.

# Il est hors de question d'envoyer nos factures aux prochaines générations

---

- Un fardeau fiscal déjà trop lourd.
- La voie du déficit est à éviter.
- La dette est déjà trop élevée.

## Revenus et dépenses

Le gouvernement prévoit des revenus de 55,4 milliards de dollars en 2005-2006, soit 45,5 MM\$ provenant des revenus autonomes et 9,6 MM\$ provenant des transferts fédéraux :

### Revenus

(en millions de dollars)

	2005-2006	% revenus
<b>Revenus autonomes</b>		
Impôt des particuliers	16 691	30,1
Taxe de vente (TVQ)	9 715	17,5
Fonds des services de santé	5 031	9,1
Impôts des sociétés	4 302	7,8
Taxes sur les carburants	1 715	3,1
Hydro-Québec	2 125	3,8
Loto-Québec	1 536	2,8
Société des Alcools du Québec	682	1,2
Autres revenus autonomes	3 731	6,8
<b>Total revenus autonomes</b>	<b>45 528</b>	<b>82,2</b>
<b>Transferts fédéraux</b>		
Péréquation	4 667	8,4
Transferts pour la santé	3 060	5,5
Autres	1 880	3,4
<b>Total transferts fédéraux</b>	<b>9 607</b>	<b>17,3</b>
<b>Résultat net des organismes consolidés</b>	<b>267</b>	<b>0,5</b>
<b>Total revenus</b>	<b>55 402</b>	<b>100,0</b>

Les revenus budgétaires sont versés en totalité au Fonds consolidé du revenu. Ils serviront à financer les 55,4 milliards de dollars de dépenses du gouvernement en 2005-2006. Les dépenses de rémunération totalisent 27,1 MM\$ et représentent 55,9 % des dépenses de programmes du gouvernement.

### Dépenses

(en millions de dollars)

	2005-2006	% dépenses de programmes	% dépenses totales
<b>Dépenses de programmes</b>			
- Santé et Services sociaux	20 862	43,1	—
- Éducation, Loisir et Sport	12 202	25,2	—
- Emploi, Solidarité sociale et Famille	5 646	11,7	—
- Autres dépenses de programmes	9 697	20,0	—
<b>Total dépenses de programmes</b>	<b>48 407</b>	<b>100,0</b>	<b>87,4</b>
<b>Service de la dette</b>	<b>6 995</b>	<b>—</b>	<b>12,6</b>
<b>Total dépenses</b>	<b>55 402</b>	<b>—</b>	<b>100,0</b>